

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE NEVERS

Cité Judiciaire
6 rue Gambetta - BP 58
58020 NEVERS CEDEX
3617 Infogreffe - www.infogreffe.fr

GERIGNY & ASSOCIES
3 RUE DE SERAUCOURT
18020 BOURGES CEDEX

V/REF :

N/REF : 91 B 93 / 2007-A-18

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE NEVERS certifie qu'il a reçu le 11/01/2007,

Statuts mis à jour

P.V. d'assemblée du 22/12/2006

- Cession de parts
- Changement de gérant
- ENTRE LES SOUSSIGNES M MAILHARO, M BERNARD FERVEL, M GERARD MATHIEU LES CEDANTS ET EURL BEL AIR LE CESSIONNAIRE

Concernant la société

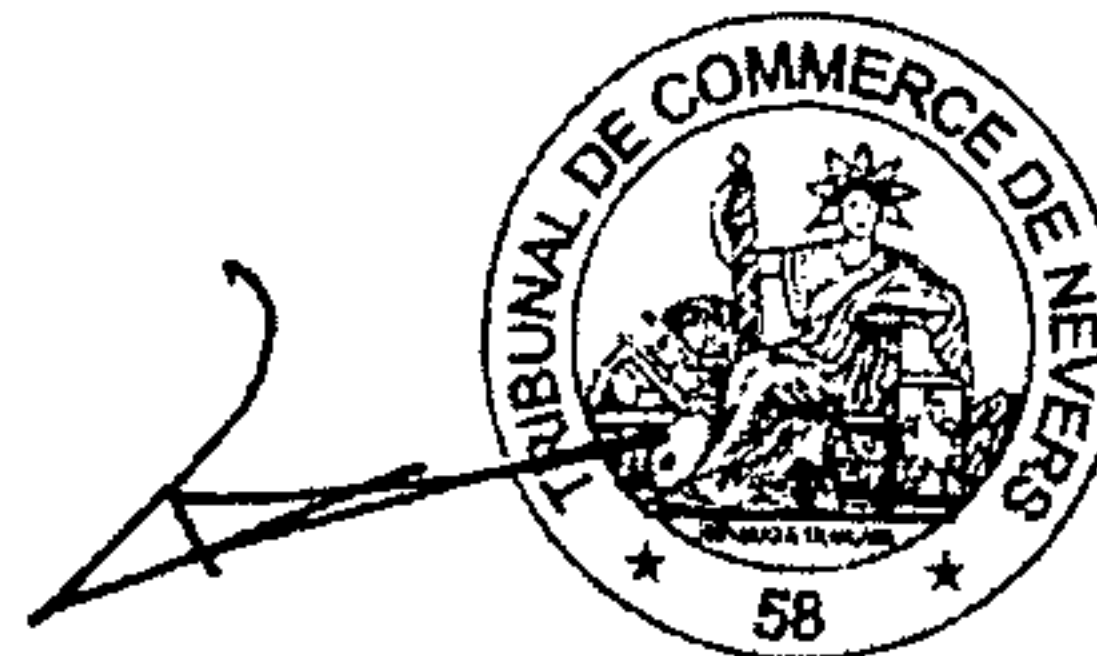
A.MAILHARRO
Société à responsabilité limitée
LE CHAMP MALE
ZONE INDUSTRIELLE
58640 VARENNES VAUZELLES

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2007-A-18 le 11/01/2007

R.C.S. NEVERS 381 751 171 (91 B 93)

Fait à NEVERS le 11/01/2007,

Le Greffier



L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

A.MAILHARRO
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 150 000 euros
Siège social : Le Champ Mâle
58640 VARENNES VAUZELLES
RCS NEVERS 381 751 171

Procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 Décembre 2006

L'an deux mille six

Et le vingt deux décembre à 17 heures

Au siège social, à VARENNES VAUZELLES, "Le Champ Mâle",

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée A.MAILHARRO au capital de 150 000 euros, divisé en 3 000 parts sociales de 50 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire sur convocation de la Gérance.

Sont présents

. Monsieur Richard BELESTIN propriétaire de 300 parts

. SARL BEL-R propriétaire de 2 700 parts

Total 3 000 parts

Tous les associés étant présents ou représentés, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Bernard FERVEL, préside la réunion, en sa qualité de gérant.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- changement de gérant.

Il dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Une copie de la lettre de convocation des associés.

AF

AB

- Le rapport de la Gérance.
- Le texte des résolutions proposées.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la Gérance.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

Première résolution

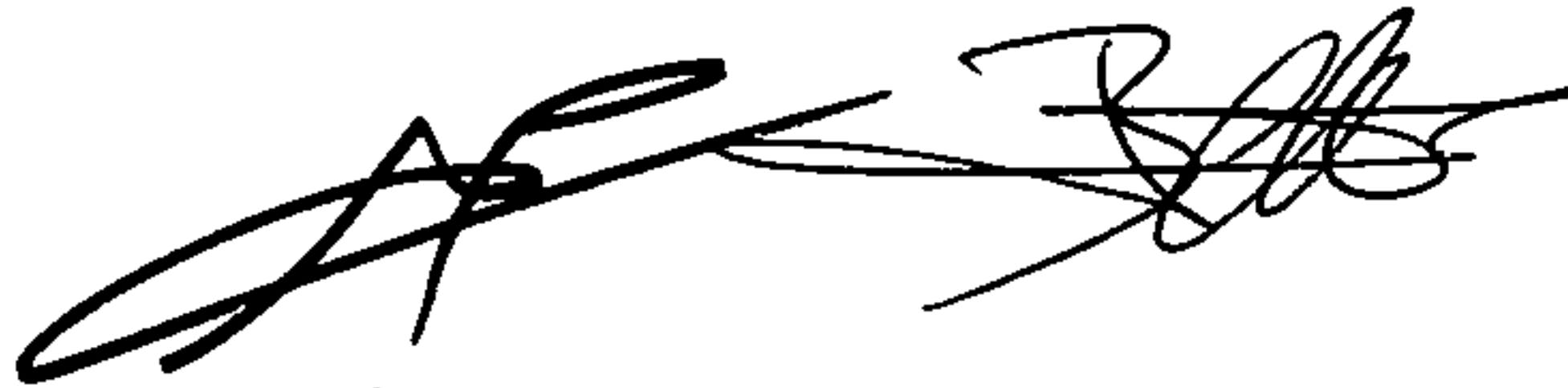
La collectivité des associés, prend acte de la démission de Monsieur Bernard FERNEL en sa qualité de gérant à effet du 22 décembre 2006. Elle désigne pour le remplacer Monsieur Richard BELESTIN à compter de ce jour pour une durée illimitée.

Celui – ci a d'ores et déjà fait savoir qu'il acceptait ce mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 17 h 30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le Gérant ainsi que par tous les associés présents ou par leurs mandataires après lecture.



ACTE PORTANT CESSIION DE PARTS SOCIALES

ENTRE

Monsieur Louis-André MAILHARRO

Monsieur Bernard FERVEL

Monsieur Gérard MATHIEU

Cédants

ET

EURL BEL AIR

Cessionnaire

14

RF
MG

ENTRE LES SOUSSIGNES

- Monsieur Louis - André MAILHARRO

Né le 12 mars 1937 à PARIS 14^{ème} arrondissement

Marié à Madame MARCONNET Nicole née le 14 novembre 1938 à ARLEUF, de nationalité française, en date du 9 avril 1960 sous le régime légal de la communauté,

Par acte sous seing privé de Maître THOMAS notaire à NEVERS (58) en date du 26 août 1981, les époux MAILHARRO – MARCONNET ont changé de régime matrimonial pour opter pour le régime de la séparation de biens selon Jugement du Tribunal de Grande Instance de NEVERS.

Demeurant ensemble 40, rue Marcel Robin 58640 VAUZELLES.

- Monsieur Bernard, Jean Jacques FERVEL

Né le 27 Mai 1945 à NEVERS (58)

Marié à Madame NEVERS Christiane née le 12 mai 1952 à VESOUL, de nationalité française, en date du 29 mai 1976 sous le régime légal de la communauté.

Demeurant ensemble 61, rue des Montapins 58000 NEVERS.

- Monsieur Gérard MATHIEU

Né le 27 septembre 1941 à NEVERS (58)

Divorcé en mars 1981

Demeurant 2 Allée Jacques Prévert 58640 VARENNES VAUZELLES.

Ci-après dénommés "Les Cédants"

D'UNE PART

ET

EURL BEL – R

Au capital de 1 000 euros

Ayant son siège social Rue Gay LUSSAC 58640 VARENNES VAUZELLES

Représentée par Monsieur Richard BELESTIN ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ;

Immatriculée au RCS de NEVERS sous le numéro 492 973 607.

Ci-après dénommé "Le Cessionnaire"

D'AUTRE PART

EXPOSE

Aux termes d'un acte en date à VARENNES VAUZELLES du 2 avril 1991 il a été constitué une SARL A.MAILHARRO ayant son siège social Le Champ Mâle, Zone Industrielle, 58640 VARENNES VAUZELLES, dûment enregistrée le 11 avril 1991 à La Recette des Impôts de NEVERS, Folio 97 Bordereau 161 – 9, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NEVERS sous le numéro 381 751 171.

Selon protocole de cession de bloc de contrôle en date du 1^{er} décembre 2006, Monsieur Louis-André MAILHARRO, Monsieur Bernard FERNEL et Monsieur Gérard MATHIEU ont cédé l'intégralité de leurs parts sociales qu'ils détiennent dans le capital de la SARL A.MAILHARRO soit 90 %, à l'EURL BEL-R représentée par Monsieur Richard BELESTIN, moyennant le prix de 540 000 euros.

Selon le sous-titre 3, du Titre II, "CONDITIONS SUSPENSIVES", le protocole signé le 1^{er} décembre 2006, ne devait être effectif qu'au jour de la réalisation de toutes les conditions suspensives.

Celles – ci ont toutes été réalisées avant la date du 22 décembre 2006.

Les parties sus-visées entendent finaliser cette cession aux charges et conditions prévues au protocole de cession de bloc de contrôle, en date du 1^{er} décembre 2006.

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS

Monsieur Bernard FERNEL gérant es qualité, a déclaré qu'il résulte de la comptabilité des parts de la société A.MAILHARRO, que le capital social se trouve réparti entre les associés comme il est indiqué ci-dessous :

- Monsieur Louis-André MAILHARRO	900 parts sociales
numérotées de 301 à 400 et de 501 à 1 300.	
- Monsieur Bernard FERNEL,	1 650 parts sociales
numérotées de 401 à 475 et de 2 501 à 2 875 et de 1 301 à 2 500.	
- Monsieur Gérard MATHIEU	150 parts sociales
numérotées de 476 à 500 et de 2 875 à 3000.	
- Monsieur Richard BELESTIN	300 parts sociales
numérotées de 1 à 300.	

TOTAL

3 000 parts sociales

Monsieur Louis-André MAILHARRO, Monsieur Bernard FERNEL, Monsieur Gérard MATHIEU, Monsieur Richard BELESTIN sont propriétaires des parts sus visées pour les avoir souscrites lors de la constitution ou lors des différentes augmentations de capital.



3
176

- Selon l'article 10-2 des statuts, les parts ne peuvent être cédées à des tiers à titre onéreux qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les $\frac{3}{4}$ des parts sociales.

Selon assemblée générale en date du huit décembre 2006, la collectivité des associés a agréé la EURL BEL - R en qualité de nouvelle associée.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

DECLARATIONS

1° - Les cédants déclarent :

- qu'ils disposent de la pleine capacité civile
- qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des changes
- qu'ils n'ont été et ne font l'objet d'aucune sanction telle que redressement ou liquidation judiciaire.
- Madame FERVEL, selon acte du 1^{er} Décembre 2006 a donné pouvoir à son conjoint afin de réaliser la cession de ses parts sociales.

2° - La cessionnaire déclare :

- qu'elle n'est pas en redressement ou liquidation judiciaire ou sous sauvegarde.

CESSION DE PARTS SOCIALES

- Monsieur Louis-André MAILHARRO cède et transporte, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit à l'EURL BEL-R qui accepte, 900 parts sociales, numérotées de 301 à 400 et de 501 à 1 300.
- Monsieur Bernard FERVEL, cède et transporte, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit à l'EURL BEL-R qui accepte 1 650 parts sociales numérotées de 401 à 475 et de 2 501 à 2 875 et de 1 301 à 2 500.
- Monsieur Gérard MATHIEU cède et transporte, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit à l'EURL BEL-R qui accepte 150 parts sociales numérotées de 476 à 500 et de 2 875 à 3000.

La cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et aura seule droit à la part de résultat de l'exercice en cours afférent auxdites parts, c'est-à-dire l'exercice qui sera clos le 31 mars 2007.

Elle sera subrogée dans tous les droits et obligations attachées aux parts cédées à compter également de ce jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.



4 BF
B MG

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global de 540 000 €.

Monsieur Louis-André MAILHARRO reconnaît avoir reçu ce jour même, de l'EURL BEL-R la somme de 180 000 euros.

Dont quittance,

Monsieur Bernard FERVEL, reconnaît avoir reçu ce jour même, de l'EURL BEL-R, la somme de 330 000 euros.

Dont quittance,

Monsieur Gérard MATHIEU, reconnaît avoir reçu ce jour même, de l'EURL BEL-R, la somme de 30 000 euros.

Dont quittance,

MODIFICATION DES STATUTS

En conséquence de ce qui précède, l'article 7 des statuts sera modifié dans les conditions suivantes :

Par acte sous seing privé en date du 22 décembre 2006, Monsieur Louis-André MAILHARRO a cédé ses 900 parts sociales, numérotées de 301 à 400 et de 501 à 1 300 ; Monsieur Bernard FERVEL, a cédé ses 1 650 parts sociales numérotées de 401 à 475 et de 2 501 à 2 875 et de 1 301 à 2 500 ; Monsieur Gérard MATHIEU a cédé ses 150 parts sociales numérotées de 476 à 500 et de 2 875 à 3000 à l'EURL BEL-R.

En conséquence de quoi, le capital social est réparti de la façon suivante :

* Monsieur BELESTIN Richard est propriétaire de	300 parts sociales
Numérotées de 1 à 300	

* L'EURL BEL-R est propriétaire de	2 700 parts sociales
Numérotée 301 à 3000	

TOTAL

3 000 parts sociales

44

5 ^{AS}
MG

CONVENTIONS DIVERSES:
GARANTIE GENERALE CONTRACTUELLE
ET GARANTIE D'ACTIF NET

Les cédants ont fait à la cessionnaire les déclarations suivantes, considérées par la cessionnaire comme une condition substantielle et déterminante de leur consentement à la présente convention.

1) Sur la situation juridique de la société – constitution et fonctionnement

- Que la société A.MAILHARRO est régulièrement constituée et que son extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés est à jour de toutes mentions, aucune décision collective n'étant susceptible à ce jour de modifier l'une de ces mentions.
- Que la société cédée est en possession de l'ensemble des registres légaux requis tant en matière comptable que juridique ou sociale.
- Que la société n'est soumise à aucune autorisation et ne dépend, pour la poursuite de son activité, d'aucune licence ou homologation.
- Que la société est propriétaire de son fonds de commerce pour l'avoir acquis le 17 avril 1996 auprès de Monsieur Louis-André MAILHARRO, moyennant le prix de 960 000 francs.

2) Sur les parts sociales

- Que les cédants sont, chacun en ce qui le concerne, propriétaires et titulaires des parts sociales cédées par chacun d'eux au cessionnaire.
- Que l'ensemble des parts sociales de la société A.MAILHARRO, objet de la présente cession, ont été émises régulièrement et sont entièrement libérées, qu'elles sont libres de tout gage, nantissement, droit de préemption ou opposition comme de tout autre droit quelconque en faveur d'un tiers.
- Que les cédants ont à ce jour la pleine capacité et le droit de vendre leurs parts au cessionnaire.
- Que la société n'a pas émis de valeur mobilière susceptible de donner lieu, de manière immédiate ou différée, à la souscription ou l'attribution, à tout moment ou à date fixe, de titres qui, à cet effet, auraient été émis en représentation de son capital.

3) Sur la dénomination sociale

- Que la société est propriétaire de sa dénomination sociale pour l'avoir créée et qu'elle ne peut être contestée, car elle n'enfreint pas le droit de premier usage d'une personne morale, ni les droits d'un quelconque titulaire de marque ou de nom patronymique.

4) Sur la comptabilité

- Que les comptes sociaux sont normalement tenus selon les usages normaux et courants du commerce, et conformément aux lois et règlements en vigueur en la matière.
- Que les écritures comptables ont été passées conformément aux principes de prudence.
- Que toutes les provisions relevant d'une bonne gestion comptable et financière ont été constatées dans les écritures comptables et, en particulier, toutes les provisions nécessaires ont été faites pour toute imposition directe ou indirecte grevant ou pouvant grever la société, notamment dans ses derniers comptes annuels au 31 mars 2006.
- Que toutes les créances de la société sont certaines et exigibles dans les délais normaux et habituels d'encaissement, à l'exception de celles qui ont donné lieu à constitution de provisions
- Que la société a régulièrement effectué toutes les déclarations fiscales, sociales ou autres prescrites par la réglementation qui lui est applicable.
- Que la société est valablement et légitimement propriétaire, sans contestation à naître ou en cours, sans aucune restriction ni réserves quelconques, de tous les éléments d'actif à son bilan au 31 mars 2006.

5) Sur les contrôles

- Que la société est en règle de tous les versements et n'a reçu à ce jour aucune notification de redressement ou de contrôle fiscal ou social.
- contrôle URSSAF : 1997 et 2004
- contrôle fiscal : 2000.

Les notifications ont été annexées au protocole.

6) Sur les assurances

- Que la société cédée a souscrit des polices d'assurances d'usage notamment, l'assurance décennale et qu'elle n'a rien fait ni omis qui puisse rendre ces assurances nulles ou inefficaces, et qu'en particulier, elle a régulièrement acquitté les primes correspondantes, les contrats souscrits ayant été annexés au protocole.
- Que l'ensemble des contrats d'assurances souscrits par la société ou dont les primes étaient acquittées par la société, liés à la personne des cédants tels que des contrats dits « homme clef » ou relevant des articles 82 et 83 du Code Général des Impôts seront résiliés dès la réalisation définitive de la cession sans que cette résiliation puisse présenter un coût quelconque pour la société.

7) Sur la propriété incorporelle et intellectuelle

- Que la société est propriétaire de tous les éléments de propriété intellectuelle utiles conformément au Code de la Propriété Intellectuelle et / ou justifie d'un droit d'utilisation sur



7 
MG

• lesdits éléments.

- Que les moyens techniques ou technologiques mis en œuvre par la société le sont dans le respect des droits de propriété intellectuelle ou industrielle des tiers.

8) Sur les matériels, installations et équipements

- Que la société est propriétaire du matériel, des installations et des équipements figurant au bilan au 31 mars 2006, lesquels sont en état normal d'utilisation, d'entretien et de réparations et sont conformes aux prescriptions légales ou réglementaires qui leur sont applicables et notamment au regard des règles d'hygiène et de sécurité.

9) Sur les engagements, cautions et sûretés

- Qu'elle n'est tenue par aucun engagement de caution, aval, garantie ou tout autre engagement hors bilan, pour l'exécution des engagements contractés par des tiers ou par ses associés, ses dirigeants ou les membres de son personnel.

- Que les éléments d'actif mobilier ne font l'objet, à ce jour, d'aucun gage ou nantissement et les actifs immobiliers ne sont grevés à ce jour d'aucune hypothèque, servitude ou droit quelconque au profit de tiers.

10) Sur les inscriptions

Il n'existe ni hypothèques, ni gages ou charges ou droits en faveur d'un tiers affectant les actifs ou les immobilisations de la société.

L'état des inscriptions délivrés par le greffe du Tribunal de Commerce de NEVERS fait état de la mention suivante : NEANT

11) Sur les contrats en cours

- Que la cession des parts sociales n'aura aucune incidence sur les contrats existant entre la société et des tiers, et qu'il n'existe aucun contrat auquel la société est partie, prévoyant une résiliation anticipée en cas de changement de majorité au sein de la société ou en cas de modification dans la composition des organes d'administration, de direction ou de gestion de la société, à l'exception de : NEANT

- Que les cédants n'ont donné au profit de la société aucun engagement tels que cautions ou autres garanties dont le maintien conditionnait la poursuite de tout contrat ou engagement en cours au bénéfice de la société tels que des emprunts ou des lignes de crédit.

12) Sur les déclarations sur la conduite des affaires

- Qu'il n'existe aucune action, procédure, réclamation ou recours judiciaires ou administratifs, ni de sentences ou de jugement à l'encontre de la société à ce jour.

• 13) Sur les stocks et travaux en cours

- Que les stocks et travaux en cours apparaissant au bilan de la société au 31 mars 2006 ont été inventoriés conformément aux méthodes en usage dans la profession,
- Que les stocks de la société sont composés de marchandises de qualité loyale et marchande pouvant être utilisées et vendues dans le cours normal des affaires,
- Que la valeur des éléments obsolètes a été fixée soit en tenant compte de leur valeur vénale, soit en constituant les provisions nécessaires.

14) Sur le personnel et la législation du travail

- Qu'il n'existe aucun litige judiciaire, de la part d'un des membres actuels ou anciens du personnel,
- Qu'il n'y a pas de procédure de licenciement en cours,
- Qu'il n'existe aucun contrat de travail écrit à durée déterminée,
- Que le temps de travail hebdomadaire est de 35 heures par semaine.
- Qu'il n'existe aucun accord d'intéressement conclu avec le personnel de la société.
- Que la société s'est toujours conformée, jusqu'à la date de cession, à la réglementation sociale et est à jour dans le règlement des cotisations à l'égard de la sécurité sociale, des allocations familiales, et des différents organismes de retraite et de chômage.
- Que la société a procédé aux élections des délégués du personnel.
- Que la société emploie 26 salariés, dont un contrat d'apprentissage.

15) Sur les emprunts

Que les seuls emprunts contractés par la société sont parfaitement connus du cessionnaire.

Ceux-ci ont été annexés au protocole.

16) Sur les litiges

- Que la société, à la date de cession, n'est partie soit en demande soit en défense à aucun procès, aucun contentieux ni aucun arbitrage.



9



MG

- Qu'à la connaissance des cédants, aucune procédure, aucune action, aucune réclamation de quelque nature que ce soit n'est sur le point d'être entamée, soit par la société soit contre la société, soit contre une personne dont les agissements seraient susceptibles d'engager la responsabilité de la société.

La garantie contractuelle est stipulée au bénéfice du tiers cédé, la société A.MAILHARRO, qui sera l'unique attributaire de l'ensemble des indemnisations.

GARANTIE D'ACTIF NET

Garantie d'actif net : outre la garantie générale et contractuelle ci-avant, les cédants ci-après désignés "les garants" s'engagent solidairement à indemniser la société cédée, **PROPORTIONNELLEMENT AUX DROITS QU'ILS DETENAIENT DANS LE CAPITAL (SOIT A HAUTEUR DE 90 %)** de toute variation susceptible d'affecter l'actif net de la société cédée.

La présente convention de garantie d'actif net est assise sur le bilan clos au 31 mars 2006.

- **Principe**

Dans les conditions et selon les modalités prévues ci-dessous, les cédants ci-après dénommés les garants, garantissent l'exactitude de l'ensemble des déclarations faisant l'objet du paragraphe 1 ci-dessus, ainsi que la situation nette, (actif réel moins passif réel), de la société cédée ci-avant désignée, telle qu'elle résulte du bilan au 31 mars 2006.

En conséquence, de convention expresse les garants s'engagent solidairement entre eux, à titre d'indemnisation à supporter et à régler de leurs deniers à la société cédée :

- l'incidence nette de tout amoindrissement, par diminution d'actif ou augmentation de passif, de la valeur de la situation nette de la société A.MAILHARRO, par rapport à la situation nette de la société telle qu'elle résulte du bilan du 31 mars 2006, à la condition que cet amoindrissement trouve sa cause dans des faits antérieurs au 31 mars 2006.

- le montant de l'amoindrissement de la situation nette de la société résultant de l'inexactitude de l'une ou de l'autre des déclarations du cédant ou de tout fait antérieur au 31 mars 2006, y compris et sans que cela soit limitatif, l'incidence nette du montant de toute réclamation, revendication, redressement fiscal, social, ou autre, ou de toute obligation contractée par la société cédée concernée, ne faisant pas l'objet d'une inscription ou d'une provision suffisante au bilan.

Par incidence nette il faut entendre, le coût final d'appauvrissement de la société après qu'il ait été tenu compte de l'incidence de la TVA et de celle de l'impôt sur les sociétés, dû pour la société cédée.

Il est précisé :

- que les redressements fiscaux ou sociaux, visant un simple transfert d'une charge ou d'un bénéfice d'un exercice sur l'autre (notamment stocks, amortissements et provisions),

ne seront pas considérés comme un passif supplémentaire pour l'application des présentes garanties, à l'exception toutefois des pénalités et/ou des modifications du taux de l'impôt que ces redressements pourraient entraîner.

- qu'en cas de redressement fiscal accepté ayant donné lieu à confirmation judiciaire pour une des causes visées dans la garantie, et dans la mesure où ce redressement porte sur une période de garantie, l'indemnisation n'interviendra qu'au moment où la société sera amenée à payer effectivement l'impôt.

Il est encore précisé que pour toute augmentation de passif qui trouverait une contrepartie partielle ou totale dans l'accroissement d'actif, il sera fait une balance entre les deux augmentations.

De même, il sera fait d'une part, une balance entre les augmentations de passif et les diminutions d'actif, et d'autre part, les diminutions de passif et les augmentations d'actif, de telle sorte que les garants ne seront tenu qu'au reversement correspondant au préjudice net.

- Bénéficiaire de la garantie

La garantie consentie est stipulée au bénéfice de la société A.MAILHARRO, les garants s'obligeant au versement des sommes dues en exécution de cette garantie, à la caisse sociale de la société cédée.

- Franchise :

Les sommes dues en exécution de la présente garantie représentant le dommage net subi, ne seront exigibles qu'à compter du moment où le montant des sommes dues globalement par les garants excéderont pour la société A.MAILHARRO la somme de 15 000 euros.

1. PROCEDURE D'INDEMNISATION AU TITRE DE LA GARANTIE D'ACTIF NET ET DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

1/ Election de domicile

Toutes demandes d'indemnisation comme toutes notifications dans le cadre de l'exécution de la présente garantie, devront être adressées au domicile ou au siège des parties ci-après élus, à savoir :

Pour les garants : à leurs domiciles respectifs ;

Pour le bénéficiaire : au siège social de la société A.MAILHARRO.

Tout déplacement de domicile ou de siège devra être notifié par l'autre partie par tous moyens.

2/ Procédure de mise en jeu de la garantie

- Notification :

Toute demande d'indemnisation présentée par le bénéficiaire, en vertu de la présente garantie, ne sera prise en considération par les garants qu'à la condition que ceux – ci aient été préalablement informés, au domicile ci-avant élu, de la réclamation donnant lieu à indemnisation et mise en demeure d'y répondre et/ou de s'y opposer.

A cet effet, le bénéficiaire s'engage à notifier par écrit aux garants, tout fait mettant en jeu la présente garantie. Cette notification devra préciser le montant de la réclamation, sa nature, et sera accompagné de tous les éléments d'appréciation ou documents en possession du bénéficiaire.

Cette notification devra être effectuée sous réserve de ce qui est dit ci-après, en cas de procédure judiciaire ou administrative dans les quinze jours de la connaissance par le bénéficiaire du fait pouvant permettre la mise en jeu de la garantie.

Les garants devront, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification ci-dessus, justifier du caractère non fondé de la réclamation. A défaut, ils seront réputés avoir accepté la réclamation du bénéficiaire.

En cas de procédure judiciaire ou administrative ou de contrôle fiscal ou social, ou de réception d'une notification de redressement fiscal ou social, le bénéficiaire s'engage à en notifier les garants dans les 8 jours de la réception de l'acte annonçant la procédure de contrôle ou la notification, afin de permettre aux garants, dans les 30 jours suivants la réception, de justifier du caractère non fondé de la réclamation et faire valoir leurs observations.

A défaut, ils seront réputés avoir accepté la réclamation du bénéficiaire. A défaut, par le bénéficiaire, d'avoir procédé aux notifications, conformément aux termes des alinéas précédents, il sera réputé de plein droit avoir renoncé à mettre en jeu à l'égard des garants la présente garantie au titre de la réclamation non notifiée.

Si les garants contestent la réclamation d'un tiers, soit amiable, soit judiciaire ou une procédure de contrôle de l'administration fiscale ou sociale, les garants pourront intervenir à leurs frais, dans la procédure et assister la société pour une meilleure défense des intérêts de la société, ou conduire avec l'accord du représentant de la société cédée, une telle procédure pour le compte de cette dernière.

De ce fait, les garants ou toute personne mandatée par eux, auront libre accès à la comptabilité des années en cause et pourront se faire communiquer toute pièce et prendre toute copie qu'ils jugeront utiles, sous réserve de respecter l'obligation de confidentialité.

Tout passif supplémentaire lié à un litige, une réclamation ou un redressement fiscal, ne sera pris en considération dans le cadre de la présente garantie, qu'après le prononcé à l'encontre de la société, d'une décision exécutoire par provision, nonobstant appel ou caution, et après épuisement de tout incident et recours contre l'exécution provisoire, ainsi que tous recours éventuels contre des tiers.

- Tout règlement transactionnel ou tout compromis qui serait susceptible d'entraîner une mise en jeu de la garantie, ne sera opposable aux garants que si le bénéficiaire a obtenu leur accord préalable, et exprès. Toutefois, en cas d'absence de réponse dans les 30 jours, les garants seront considérés avoir acquiescé.

Les garants pourront demander à être substitués dans les droits de la société, pour recouvrer des créances sur un tiers dont ils auraient assuré le paiement en application de la présente garantie.

En outre, si la société venait à percevoir le règlement des créances visées au paragraphe ci-dessus après que les garants aient eux mêmes réglé le montant en application des présentes garanties, la société s'oblige immédiatement à reverser aux garants, le montant de ses créances.

2. DUREE DE LA GARANTIE

La garantie sera consentie pour une durée définie comme suit :

- Les passifs de nature fiscale, parafiscale sont garanties jusqu'à l'expiration des délais de prescriptions applicable aux réclamations afférentes à ces passifs, tels que prévus par les textes légaux en vigueur, et notamment ceux prévus par les articles L 168 à L 189 du Livre des Procédures Fiscales, tels qu'éventuellement modifiées.
- Les passifs de nature sociale sont garantis jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'article L 244 -3 du code de la sécurité sociale.
- Les passifs d'autre nature : jusqu'au 31 décembre 2009.

Cette durée est ci-après exprimée par les termes « échéance de la garantie ».

L'échéance de la garantie se trouvera de facto prorogée d'un mois pour couvrir tout retrait d'un pli recommandé postérieur à l'échéance de la garantie et ayant pour but d'interrompre une prescription alors qu'une mise en instance postale sera intervenue avant cette date.

Il est expressément convenu que le bénéficiaire pourra demander la mise en jeu de la présente garantie à tout moment jusqu'au dernier jour du délai ci-dessus visé et ce, quand bien même les sommes éventuellement dues au titre de la présente garantie ne seraient pas encore connues avec précision ou déterminées le dernier jour dudit délai.

3. PAIEMENT

Le bénéficiaire adressera aux garants une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de lui verser le montant de la ou des sommes dues au titre des garanties consenties par les garants qui devront être payés au plus tard 30 jours après tout décaissement par la société cédée, que celui-ci revête un caractère provisoire ou définitif.

Toutefois, la décision de décaissement ou de sursis de paiement appartient aux garants. Ces derniers s'obligent à communiquer leur position au bénéficiaire dans les 15 jours ouvrables de la demande qui leur sera faite.



- Dans la mesure où la société solliciterait le sursis de paiement, de l'initiative des garants, ceux-ci s'engagent expressément à supporter l'ensemble des frais et intérêts de retard y afférent, et à fournir au créancier qui le demande, pour le compte de ladite société, toutes les garanties nécessaires à l'octroi du sursis.

Tout retard de paiement à compter de l'issue de la période de 30 jours visée ci-dessus donnera droit à un intérêt au taux légal, sans mise en demeure préalable.

Il pourra être opéré une compensation entre les sommes dues par les garants au titre de la présente garantie et les sommes qui seraient dues par le bénéficiaire aux garants pour quelque cause que ce soit. Lesdites sommes seront aux fins des présentes, considérées comme immédiatement liquides et exigibles.

Les cédants s'engagent à offrir au cessionnaire, pour la durée de la garantie d'actif et de passif, une garantie à première demande d'un tiers solvable à hauteur de 10 800 euros.

CLAUSE NON CONCURRENCE

Messieurs Louis-André MAILHARRO et Bernard FERVEL s'interdisent fermement et irrévocablement de se réinstaller ou de concurrencer pendant une durée de 3 (trois) années à compter de la cession le cessionnaire directement ou indirectement, seuls et / ou par quelque moyen que ce soit en qualité d'associé, de dirigeant comme de simple salarié, de conseil et/ou de prestataire de service, dans ou pour toute entreprise, groupement ou association ayant une activité identique, connexe, complémentaire et/ou similaire à celle de la société A.MAILHARRO dans les départements de la Nièvre et limitrophes à peine de tous dommages et intérêts et sans préjudice pour le cessionnaire de faire cesser la contravention.

Ils s'interdisent de la même manière que ci-avant de prospecter comme de proposer des services similaires, complémentaires, connexes ou concurrents, en qualité de salariés, d'agent commercial, dans ou pour toutes sociétés ou entreprises exerçant dans le domaine des activités de la société A.MAILHARRO.

SIGNIFICATION DE DEPOT

La présente cession sera signifiée à la société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de dépôt.



14



176

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Il précise que ladite société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 bis du Code Général des Impôts.

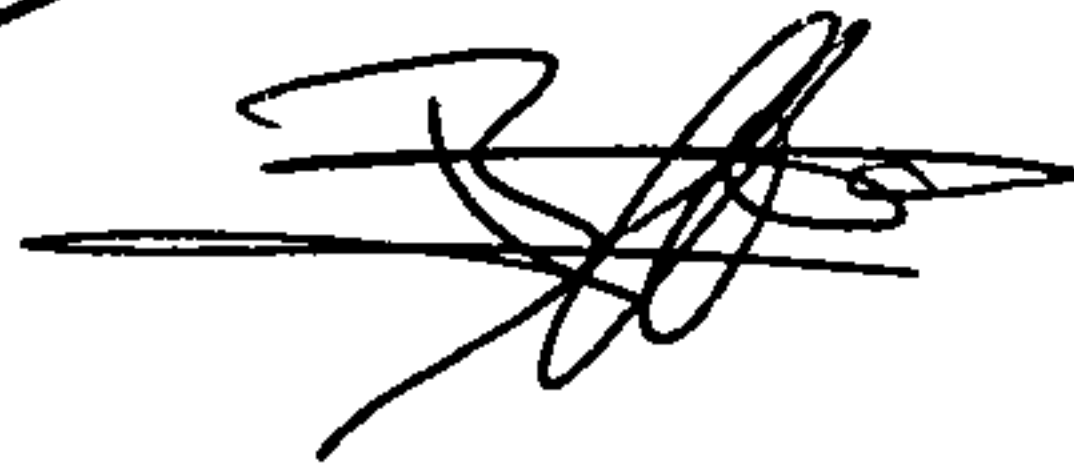
FRAIS

Tous les frais et droits des présentes seront supportés par l'EURL BEL-R qui s'oblige à son paiement.

Fait à VARENNES-VAUZELLES

Le 22 décembre 2006.

En 7 originaux



Enregistré à : POLE DEPARTEMENTAL D'ENREGISTREMENT NEVERS

Le 29/12/2006 Bordercau n°2006/1 605 Case n°8

Ext 4082

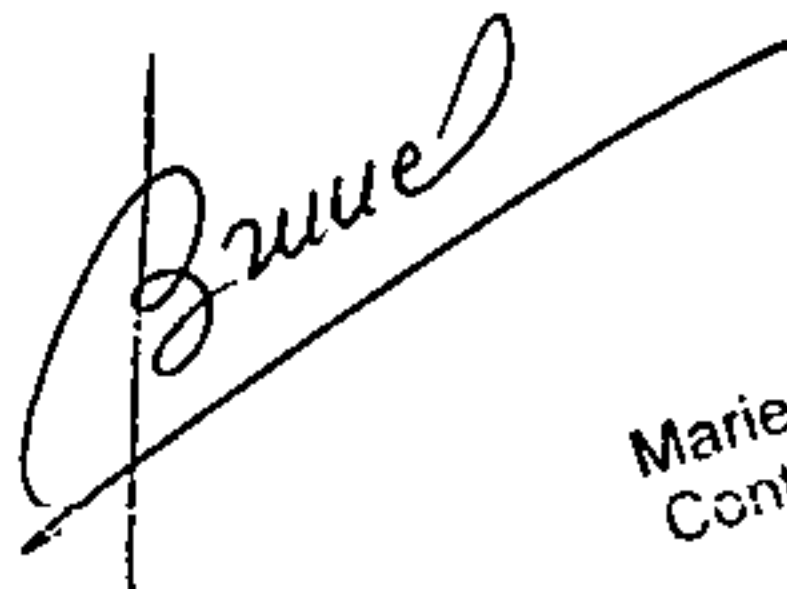
Enregistrement : 25 965 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq mille neuf cent soixante-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq mille neuf cent soixante-cinq euros

Le Contrôleur



Marie-Claude BRUNEL
Contrôleuse Principale

A.MAILHARRO
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 150 000 euros
Siège social : Le Champ Mâle
58640 VARENNES VAUZELLES
RCS NEVERS 381 751 171

Statuts

(mis à jour le 3 janvier 2007)

ARTICLE 1 - FORME.

Il est formé entre les soussignés, une société à responsabilité limitée qui existera entre les propriétaires des parts ci-après créées, et ce qui pourront l'être ultérieurement.

Cette société sera régie par les lois en vigueur, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET.

La société a pour objet :

1. La prise en location gérance d'un fonds de commerce ayant les activités suivantes :

- Activités d'aménagements de finitions des locaux, telles que :

- plâtrerie
- peinture
- vitrerie-miroiterie
- revêtements des sols et des murs en tous matériaux.

- Aménagements des magasins et des bureaux,

2. La location de main d'oeuvre,

3. L'achat et la revente de tous produits ou matériels en rapport avec les activités sus-énoncées.

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières en France ou à l'étranger se rapportant directement ou indirectement audit objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

MF

ARTICLE 3 - DENOMINATION.

La dénomination de la société est :

"A. MAILHARRO" S.A.R.L.

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications, et autres documents de toute nature émanant de la société et destinés à des tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL.

Le siège social est fixé à Varennes Vauzelles (58640)
Le Champ Male
Zone Industrielle

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE.

La durée de la société est fixée à 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation ci-après.

ARTICLE 6 - APPORTS.

Il a été apporté au capital de la société :

- lors de la constitution, une somme de 50 000 Francs,
 - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire tenue le 03 Septembre 1996 une somme de 250 000 Francs prélevée sur les réserves facultatives,
 - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire tenue le 14 Septembre 2001 une somme de 683 935,50 F prélevée sur les réserves indisponibles et facultatives.
- En conséquence, le capital social repris à l'article 7 indiquera les droits de chacun.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 150 000 euros. (CENT CINQUANTE MILLE EUROS). Il est divisé en 3 000 parts de 50 euros de valeur nominale, numérotées de 1 à 3000, entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

Compte tenu de la cession de parts sociales intervenue le 4 mars 2003, la répartition des parts était la suivante :

- Monsieur Louis-André MAILHARRO	900 parts sociales
numérotées de 301 à 400 et de 501 à 1 300.	
- Monsieur Bernard FERVEL,	1 650 parts sociales
numérotées de 401 à 475 et de 2 501 à 2 875 et de 1 301 à 2 500.	
- Monsieur Gérard MATHIEU	150 parts sociales
numérotées de 476 à 500 et de 2 875 à 3000.	
- Monsieur Richard BELESTIN	300 parts sociales
numérotées de 1 à 300.	

Par acte sous seing privé en date du 22 décembre 2006, Messieurs Louis-André MAILHARRO, Bernard FERVEL et Gérard Mathieu ont cédé l'intégralité de leurs parts sociales à l'EURL BEL-R.

En conséquence la répartition du capital social est la suivante :

Monsieur Richard BELESTIN propriétaire de	300 parts sociales
L'EURL BEL-R, propriétaire de	2 700 parts sociales

TOTAL	3 000 parts sociales

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL.

8.1 - Augmentation du Capital

Le capital social pourra, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois, par tous moyens et voies de droit, notamment par :

8.1.1 - La création de parts sociales nouvelles, ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire ;

8.1.2 - La création de parts sociales nouvelles, ou l'élévation du montant nominal de celles existant déjà, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, reports à nouveau, primes d'émission ou réserves disponibles.

Au cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux, un droit de préférence à la souscription de parts nouvelles.

Au cas où certains associés ne souscriraient pas les parts nouvelles auxquelles ils auraient droit, ou n'en souscriraient que partie, les parts nouvelles restées disponibles seraient attribuées aux associés qui auraient déclaré vouloir souscrire un nombre de parts supérieur à celui auquel ils ont droit à titre préférentiel, et ce proportionnellement à leur part dans le capital, et dans la limite de leur demande.

FF

Les parts qui n'auraient pas été souscrites par les associés ne pourront être attribuées qu'à des personnes agréées aux conditions fixées sous l'article 10 ci-après pour la cession des parts.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne pourra être ouverte ; les parts nouvelles doivent être entièrement libérées et réparties dès leur création.

8.1.3 - En cas d'apports, en nature ou en numéraire, par un époux commun en biens au moyen de biens prélevés sur la communauté, l'apporteur doit justifier de ce que son conjoint a été averti de l'opération, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil ; le conjoint de l'apporteur peut en effet notifier à la société son intention de devenir personnellement associé à concurrence de la moitié des parts rémunérant l'apport ; dans ce cas, l'agrément donné par les associés de l'apporteur, s'il n'est pas déjà associé, vaut pour les deux époux.

Si la notification prévue à l'alinéa ci-dessus est intervenue après réalisation de l'apport, l'agrément du conjoint de l'apporteur reste subordonné au consentement de la majorité en nombre des associés, cette majorité représentant elle-même les trois quarts des parts sociales ;

lors de la délibération sur l'agrément, l'époux apporteur ne participe toutefois pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision relative à l'agrément du conjoint doit lui être notifiée par la gérance dans le délai de deux mois à partir de la demande ; passé ce délai l'agrément est réputé accordé. En cas de refus d'agrément du conjoint, l'époux apporteur reste seul titulaire des parts sociales qui ont rémunéré l'apport.

8.2 - Réduction du Capital

Le capital social peut être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, par voie de réduction du nombre des parts ou de leur valeur nominale, notamment dans les cas de pertes constatées. En aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La société ne peut procéder à l'achat de ses propres parts, sauf le cas où, la réduction de capital n'étant pas motivée par des pertes, la décision extraordinaire des associés décidant la réduction du capital autorise la gérance à acheter un nombre déterminé de parts pour les annuler.

La réduction du capital social à un montant inférieur au capital minimum ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au seuil minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

MF 12

ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, et des cessions ou transmissions régulières.

Des copies ou extraits des statuts, actes ou pièces établissant les droits d'un associé pourront lui être délivrés sur sa demande et à ses frais.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES.

10.1 - FORME DE LA CESSION

Les cessions de parts sociales à titre onéreux doivent être constatées par actes notariés ou sous seing privé ; celles à titre gratuit, par acte notarié.

La cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du Commerce.

10.2 - CESSION ENTRE ASSOCIES, CONJOINT, ASCENDANTS, DESCENDANTS

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles entre associés et conjoints, ascendants ou descendants, que dans les conditions prévues ci-après.

- le cédant portera le projet de cession à la connaissance des associés par lettre recommandée avec accusé de réception, en laissant à ces derniers un délai d'un mois destiné à leur permettre d'apprécier les motifs de la cession préalablement à la signature de l'acte la constatant.

- la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social pourra s'opposer au projet de cession si les motifs n'en sont pas justifiés ;

- l'opposition sera notifiée au cédant et au cessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai maximum de huit jours suivant l'expiration du délai de réflexion d'un mois ci-dessus. Le délai expiré, l'opposition ne sera plus possible et la cession sera considérée comme acceptée tacitement par tous les associés.

MF
H.K.

10.3 - AGREMENT DE CESSION A DES TIERS NON ASSOCIES, N'AYANT PAS LA QUALITE DE CONJOINT, ASCENDANTS OU DESCENDANTS DU CEDANT.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

10.4 - OBLIGATION D'ACHAT OU DE RACHAT DE PARTS DONT LA CESSION N'EST PAS AGREEE.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1868, alinéa 5 du Code Civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision du Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. La désignation de l'expert prévue à l'article 1868 alinéa 5 du Code Civil, est faite par le Président du Tribunal de Commerce.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

10.5 - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION OU DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTE.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement, son conjoint survivant, mais ces héritiers, ayants droit

17

et conjoint survivant seront soumis à l'agrément d'associés représentant au moins la majorité du capital social, étant précisé que les héritiers et représentants du défunt ne pourront participer au vote sur ce consentement.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leur qualités héréditaires. Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus des présents statuts.

Dans le délai de huit jours à compter de la demande d'agrément, ainsi présentée par un héritier et accompagnée de toutes justifications nécessaires concernant ses qualités, la gérance doit inviter la collectivité des associés à se prononcer sur cet agrément, soit en assemblée générale, soit par une consultation écrite.

Si cet agrément est refusé, le demandeur pourra exiger le rachat de ses parts dans les mêmes conditions que celles prévues sous l'article 13 en cas de projet de cessions de parts à des tiers, soit encore prévue sous le même article.

Si, au bout de trois mois à compter de la demande d'agrément, aucune de ces deux solutions n'est intervenue, la mutation des parts du défunt pourra s'opérer librement au profit du demandeur.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES PARTS

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ; à défaut d'entente, il sera pourvu par voie judiciaire à la désignation d'un mandataire commun, à la requête de l'indivisaire le plus diligent.

ARTICLE 12 - PARTS D'INDUSTRIE.

Outre les parts de capital créées en représentation des apports en capital la société peut procéder dans les conditions déterminées par la loi, à la création de parts sociales d'industrie destinées à rémunérer les apports en industrie qui lui sont faits ; ces parts d'industrie, sans valeur nominale, ne concourent pas à la formation du capital social ; attribuées à titre strictement personnel, elles ne sont pas cessibles et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation définitive de son activité dans la société pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 13 - DROITS DES ASSOCIES

13.1 - Chaque part de capital donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social, proportionnellement au nombre de parts existantes ; elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

MF

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières, dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions prises régulièrement par les associés.

Les représentants, ayants cause, héritiers et créanciers d'un associé même s'ils comprennent des mineurs et des incapables, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux décisions des associés.

13.2 - Les droits attachés aux parts d'industrie sont définis lors de leur création.

ARTICLE 14 - DECES - INCAPACITE - LIQUIDATION DES BIENS - REGLEMENT JUDICIAIRE - FAILLITE PERSONNELLE ET DECONFITURE D'UN ASSOCIE.

La société ne sera pas dissoute par le décès, l'incapacité, la liquidation judiciaire, le règlement redressement judiciaire, la faillite personnelle ou la déconfiture d'un associé.

ARTICLE 15 - GERANCE.

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis en dehors des associés.

Le gérant, ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, à la signature sociale, donnée par les mots, qui pourront être apposés à l'aide d'une griffe "pour la société : le gérant" ou "l'un des gérants" ou "les gérants", suivis de la signature du gérant, ou de l'un des gérants ou des gérants; ni le gérant unique, ni aucun des gérants, s'ils sont plusieurs, ne pourra se servir de la signature sociale autrement que pour les besoins de la société, à peine de révocation et de tous dommages-intérêts.

Rapports avec les tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant unique, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, engage la société par les actes entrant dans l'objet social, possède les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom, en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux, accomplir tous actes relatifs à cet objet social par tous moyens et voies de droit. En cas de pluralité de gérants

BF

l'opposition formée par l'un d'entre eux, aux actes de son ou ses collègues, est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Rapports avec la société et entre associés.

Dans les rapports avec la société et les associés, il est stipulé tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèques sur les immeubles sociaux, tous baux concernant les mêmes immeubles, toute constitution de nantissement ou les fonds de commerce appartenant à la société, toute mise en gage de ces fonds, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, tous avals et cautions, tous emprunts et engagements, tout nantissement de valeurs mobilières appartenant à la société, tous warrantages de marchandises ne pourront être réalisés sans avoir été au préalable autorisés par une décision collective ordinaire des associés, ou s'il s'agit d'actes emportant, ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement, modification de l'objet social ou des statuts, par actes ci-dessus, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société ; et, en cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut s'opposer à toute opération, avant qu'elle soit conclue.

Le gérant unique, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tous les soins nécessaires aux affaires sociales. En outre, le gérant, en tant que titulaire de mesure intérieure, non opposable aux tiers, en cas de pluralité de gérants, la direction financière de la société sera confiée à l'un d'entre eux qui, à ce titre, disposera seul de la signature sociale pour toutes opérations de banque, d'escompte, d'acceptation et d'endos d'effets de commerce, ainsi que d'émission de chèques postaux.

Le ou les gérants seront tenus de respecter les présentes mesures d'ordre interne entre les associés, sous peine de révocation et de toute action en dommages-intérêts.

Les fonctions de gérant ont une durée indéterminée.

Elles cessent par son ou leur décès, leur déconfiture ou leur liquidation judiciaire, leur redressement judiciaire, leur faillite personnelle, leur révocation ou leur démission, ou encore par suite de survenance d'incapacité civile.

Le ou les gérants sont toujours révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre, tout gérant peut être révoqué par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant peut se démettre de ses fonctions, mais seulement à la fin d'un exercice social, et à charge de prévenir les associés de son intention à cet égard, trois mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve du droit pour la société de demander au gérant qui démissionnerait par malice ou sans cause légitime des dommages-intérêts.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à sa gestion, il peut être attribué au gérant un traitement fixe ou proportionnel, dont le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision collective ordinaire des associés ; il a droit à remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, la gérance doit adresser aux associés le bilan, le compte de résultat, l'annexe; le rapport de gestion concernant cet exercice, le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe ; pendant le même temps, la gérance devra tenir à la disposition des associés, au siège social, l'inventaire des valeurs actives et passives de la société, arrêté au dernier jour de l'exercice écoulé, inventaire dont les associés ne peuvent prendre copie.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit, des questions auxquelles la gérance sera tenue de répondre au cours de l'assemblée.

Les documents énumérés à l'alinéa 16 ci-dessus, sont soumis par la gérance à l'approbation des associés réunis en assemblée, dans le délai maximal de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

La gérance soumet également à l'assemblée un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre la société et chacun des gérants et associés ; le gérant ou l'associé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

S'il existe un ou plusieurs commissaires aux comptes, la gérance doit les aviser, dans le délai d'un mois, à compter de la conclusion des conventions, et ce sont eux, et non plus la gérance qui établissent le rapport visé à l'alinéa qui précède ; la gérance doit également les informer des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs, lorsque leur exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice et ce, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de celui-ci.

Le rapport visé aux alinéas 19 et 20 ci-dessus, doit contenir :

1. L'énumération des conventions à approuver ;
2. Le nom des gérants ou associés intéressés ;
3. La nature et l'objet des conventions ;
4. Les modalités essentielles de celles-ci (prix ou tarifs, ristournes et commissions consenties, délais de paiement, intérêts stipulés, suretés conférées) ;
5. L'importance des fournitures livrées ou prestations fournies aux cours de l'exercice en exécution de conventions conclues antérieurement. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, ou s'il y a lieu pour l'associé, de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

AF

Les dispositions qui précèdent s'étendent aux conventions passées toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant ou administrateur, directeur général, membre d'un directoire ou d'un conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Dans le mois qui suit leur approbation par l'assemblée ordinaire de associés, le gérant déposera en double exemplaire au greffe du tribunal pour être annexés au registre du commerce et des sociétés :

- Les comptes annuels, le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes de l'exercice écoulé, éventuellement complété de leurs observations sur les modifications apportées par l'assemblée aux comptes qui lui ont été soumis.
- la proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée et résolution d'affectation votée.

En cas de refus d'approbation, le gérant déposera dans le même délai copie de la délibération de l'assemblée.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associé contracter des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, des infractions aux dispositions légales, des violations des présents statuts, des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par les décisions collectives.

Ces décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires quant elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, ou si elles ont trait à l'agrément de cessionnaires de parts sociales, quand cet agrément est nécessaire, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Au moyen des décisions collectives extraordinaires, les associés peuvent modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et notamment décider la transformation de la société en société de tout autre type reconnu par les lois en vigueur au jour de la transformation, et ce, sans qu'il en résulte la création d'un être moral nouveau.

Les décisions collectives extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par exception, celles des décisions ayant trait à l'agrément de cessionnaires de parts sociales, quand cet agrément est nécessaire, doivent être prises par la majorité des associés, celle-ci représentant elle-même les trois quarts au moins des parts sociales. Ces conditions de majorité sont rigoureuses et ne sont susceptibles d'aucune décroissance, même en cas de consultations successives sur les mêmes objets.

14-

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, et dans aucun cas la majorité ne peut un des associés à augmenter ses engagements sociaux.

Au moyen des décisions collectives ordinaires, les associés peuvent prononcer sur toutes les questions qui n'emportent pas modification des statuts ou agrément de cessionnaires de parts sociales, quand ce est nécessaire.

Les décisions collectives ordinaires ne sont valablement prises qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si, par suite d'absence ou d'abstentions d'associés, le chiffre n'est pas atteint à la première fois, les décisions sont prises à la seule majorité des votes émis quel que soit le nombre de votants, mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les décisions collectives, ordinaires ou extraordinaires, résultent du choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'un vote par correspondance ; toutefois, les associés doivent obligatoirement se réunir en assemblée une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice écoulé.

Lorsque la consultation des associés a lieu en assemblée générale, les associés sont convoqués quinze jours au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; la convocation adressée à chacun des associés, à son dernier domicile connu, précise le lieu, la date et l'heure de la réunion et indique l'ordre du jour ; sous réserve des questions diverses qui ne peuvent être que de minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour doivent être libellées de telle sorte que leur objet et leur portée apparaissent clairement sans qu'il ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Une feuille de présence indiquant les nom et domicile des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

Si la consultation par correspondance a paru préférable à la gérance, celle-ci envoie à chaque associé, à son dernier domicile connu, dans les mêmes formes que celles fixées ci-dessus pour les convocations d'assemblées, le texte des résolutions proposées accompagné d'un rapport explicatif.

Les associés doivent, dans le délai de vingt jours à compter de l'envoi de la lettre recommandée précitée adresser à la gérance, également par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notification de leur acceptation, ou de leur refus ; le vote est formulé pour chaque résolution par les mots : "oui" ou "non".

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu.

La gérance est tenue de soumettre au vote des associés le texte des résolutions qui lui auront été proposées par un ou plusieurs associés plus tard huit jours avant l'envoi des lettres de convocation, si la consultation a lieu par voie d'assemblée, ou de celles demandant par écrit, dans le cas de consultation par correspondance.

Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peut sommer la gérance de convoquer une assemblée. La sommation devra indiquer le délai dans lequel l'assemblée devra se réunir, qui ne saurait être inférieur à quarante jours, les questions et les projets de résolution qui seront joints aux lettres convoquant l'assemblée ; la gérance pourra, en adressant aux associés ces documents, y joindre toutes observations qu'elle jugera utiles et tous contre-projets, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à un ou aux associés ayant requis la réunion de l'assemblée et ce au moment même où les autres associés en seront saisis.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce, ou en référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives, quelle que soit la nature et quel que soit le nombre de ses parts, et dispose d'un nombre de voix égal au nombre des parts qu'il possède, sans limitation. Tout associé peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à condition que la société ne comprenne que les deux époux.

Le mandataire doit être muni d'un pouvoir ; en cas de consultation écrite, si la réponse émane d'un autre associé ou du conjoint, un pouvoir donné par l'associé consulté doit être joint à la lettre du mandataire.

Le pouvoir ne vaut que pour une seule assemblée ou consultation par écrit ; toutefois, il peut être donné pour deux assemblées tenues le même jour dans le délai maximal de sept jours, ou en réponse à deux consultations par écrit lancées le même jour, ou encore, si l'assemblée ou la consultation par écrit n'a pu statuer ou aboutir faute de quorum, aux assemblées ou consultations successives ayant le même ordre du jour.

Les décisions collectives sont constatées par des procès-verbaux établis et signés par le gérant unique, ou établis par l'un des gérants et signés par tous les gérants, s'ils sont plusieurs, ou, le cas échéant, par le président de séance non gérant.

En outre :

- au cas de réunion d'assemblée, ces procès-verbaux sont également signés par tous les associés présents ou leurs mandataires ;
- au cas de consultation écrite, un exemplaire, certifié conforme par le gérant, celui des gérants qui aura rédigé le procès-verbal, de chacune des lettres adressées aux associés lors de la demande de consultation, ainsi que les originaux des pièces constatant les votes exprimés par écrit, seront annexés au procès-verbal, après avoir été revêtus d'une mention de ce caractère.

h

TITRE IV - CONTROLE DES ASSOCIES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 17 - DROIT DE SURVEILLANCE PAR LES ASSOCIES NON GERANTS.

La gérance, responsable d'un mandat, doit rendre compte de ses actes aux associés, qui ont un droit de contrôle permanent et sans préavis, à la seule condition de ne pas abuser et de ne pas entraver l'exercice normal des fonctions de la gérance.

Tout associé a le droit, à toute époque :

- d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, copie à laquelle seront annexés la liste des gérants, et, le cas échéant, celle des commissaires aux comptes ;

- de prendre connaissance, par lui-même et au siège social, des bilans, comptes de résultat, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de celles-ci, le tout concernant les trois derniers exercices soumis aux assemblées avec faculté de prendre copie de ces pièces, sauf en ce qui concerne les inventaires, et de se faire assister par un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux.

S'ils représentent au moins un dixième du capital social, des associés peuvent, dans un intérêt commun, charger à leurs frais, un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir, tant en demande qu'en défense, l'action sociale contre la gérance ; le retrait en cours d'instance d'un ou plusieurs associés serait sans effet sur la poursuite de celle-ci.

Lorsque l'action sociale est intentée, par un ou plusieurs associés, le tribunal ne peut statuer que si la société a été régulièrement mise en cause par l'intermédiaire de ses représentants légaux.

Deux fois par exercice, tout associé non gérant peut poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. Le gérant y répond par écrit dans le délai d'un mois.

La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, au commissaire aux comptes.

S'ils représentent au moins un dixième du capital social, un ou plusieurs associés peuvent soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit demander au tribunal de commerce statuant en la forme des référés la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre les honoraires à la charge de la société.

Ce rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au commissaire aux comptes, le cas échéant, ainsi qu'au gérant. Le rapport doit, en outre, être annexé à celui établi par le commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

AF IV

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES:

18.1 - Les associés doivent désigner un commissaire aux comptes si, à clôture d'un exercice, sont dépassées les limites pour deux des trois critères suivants :

- total du bilan supérieur à dix millions de francs ;
- montant hors taxes du chiffre d'affaires supérieur à vingt millions francs ;
- nombre moyen de salariés supérieur à cinquante.

Pour l'application de ces critères, le total du bilan est égal à la somme des montants nets des éléments d'actif ; le montant net du chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés à l'activité courante, diminué des réductions sur ventes, de la taxe sur valeur ajoutée et des taxes assimilées ; le nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice est égal à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile, ou de l'exercice comptable lorsque celui-ci ne coïncide pas avec l'année civile, liés à l'entreprise par un contrat de travail à durée indéterminée.

La société n'est plus tenue de désigner un commissaire aux comptes dès lors qu'elle n'a pas dépassé les chiffres fixés pour deux des trois critères pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée au président du tribunal de commerce statuant la forme des référés.

La désignation peut également résulter d'une décision collective ordinaire.

Un commissaire aux comptes suppléant, appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès est également désigné par les associés.

Les commissaires aux comptes sont nommés par les associés pour une durée de 6 ans.

18.2 - Les commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur.

BF

Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Les commissaires aux comptes s'assurent que l'égalité a été respectée entre les associés.

18.3 - Lorsqu'il relève à l'occasion de sa mission tout fait de nature compromettre la continuité de l'exploitation, le commissaire aux comptes demande des explications à la gérance qui doit y répondre.

Le gérant répond par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le mois qui suit la réception de la demande d'explication et adresse copie de la demande et de sa réponse, dans les mêmes formes et les mêmes délais, au comité d'entreprise. Dans sa réponse, il donne une analyse de la situation et précise, le cas échéant, les mesures envisagées;

En cas d'inobservation de ces dispositions ou si, en dépit des décisions prises, il constate que la continuité de l'exploitation demeure compromise, le commissaire aux comptes établit un rapport spécial. Il peut demander par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ce rapport soit adressé aux associés ou qu'il soit présenté à la prochaine assemblée. Dans ce cas, le gérant procède à cette communication dans les huit jours qui suivent la réception de la demande. Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise dans les mêmes délais.

18.4 - Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital, le comité d'entreprise et le ministère public peuvent, dans les trente jours de la désignation, demander la récusation pour juste motif d'un ou plusieurs commissaires aux comptes, au tribunal de commerce statuant en la forme des référés.

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent, à la demande de la gérance, du ministère public, du comité d'entreprise ou d'un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital de l'assemblée, être relevés de leurs fonctions par le tribunal de commerce statuant en la forme des référés.

La demande de récusation ou de relèvement est formée contre le commissaire aux comptes et la société.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL.

L'exercice social commence le 1er Avril et finit le 31 Mars de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés sera clos le 31 Mars 1992.

AF

ARTICLE 20 - COMPTES - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et usages du commerce.

Il est dressé chaque année, à la fin de chaque exercice social par les soins de la gérance, un inventaire des éléments actifs et passifs de la société, les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre 1er du code de commerce et un rapport de gestion écrit exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle sont annexés au bilan.

En outre, les sociétés commerciales qui, à la clôture d'un exercice social comptent 100 salariés ou plus ou dont le montant net du chiffre d'affaires, à la même époque, est égal ou supérieur à quarante millions de francs sont tenues d'établir, dans les conditions prévues aux articles 244-1 à 5 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés : une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitations exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement provisionnel.

Ces documents sont analysés dans des rapports écrits sur l'évolution de la société, établis par la gérance et communiqués au commissaire aux comptes et au comité d'entreprise dans les huit jours de leur établissement. En cas de non-observation de ces dispositions ou si les informations données dans les rapports appellent les observations de sa part, le commissaire aux comptes le signale dans un rapport au gérant ou dans un rapport annuel. Il peut demander que son rapport soit adressé aux associés ou communiqué à l'assemblée dans les huit jours à compter de la réception du rapport. Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise.

Lorsque la société contrôle de manière exclusive ou conjointe une ou plusieurs autres entreprises ou qu'elle exerce une influence notable sur celles-ci, la gérance établit et publie des comptes consolidés ainsi qu'un rapport sur la gestion du groupe, conformément aux dispositions des articles 357-1 à 11 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

La présentation des comptes annuels comme les méthodes d'évaluation retenues ne peuvent être modifiées d'un exercice à l'autre, à moins qu'un changement exceptionnel n'intervienne dans la situation de la société ; dans ce dernier cas, les modifications intervenues devront être décrites et justifiées dans l'annexe ; elles seront du surcroît signalées dans le rapport de gestion et, le cas échéant, dans le rapport des commissaires aux comptes.

S'il existe des commissaires aux comptes, l'inventaire, le bilan, le compte de résultat, l'annexe sont tenus à leur disposition au siège social un mois au moins avant la convocation de l'assemblée des associés appelée à statuer sur les comptes de la société, et le rapport de gestion

MF 12

est tenu à leur disposition vingt jours au moins avant la réunion de ladite assemblée. Les documents visés au présent alinéa sont déposés en copie aux commissaires aux comptes qui en font la demande.

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître par différence après déduction des amortissements ou des provisions le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, s'il en existe, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, ladite réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en compte en application de la loi ou des statuts et augmenté du report de l'exercice précédent. En outre, l'assemblée générale peut décider de la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, en conséquence de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Après approbation des comptes et constatation du bénéfice distribuable, il est attribué aux associés un premier dividende, égale à six pour cent du montant de leurs parts ; si les bénéfices distribuables d'un exercice ne permettent pas de le payer en totalité, les associés ne peuvent réclamer ce paiement sur les bénéfices distribuables des exercices subséquents.

Sur le surplus, l'assemblée fixe l'importance des sommes qu'elle peut reporter à nouveau, ou affecter à un ou plusieurs fonds de réserve facultatifs, avec ou sans affectation spéciale, ou à tous reports de dividendes.

Les dividendes non réclamés dans le délai de cinq ans suivant leur mise en paiement, sont prescrits.

Il ne peut être exigé aucune répétition de dividende sauf lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- la distribution a été effectuée en violation des dispositions énoncées ci-dessus ;
- il est établi que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci, ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

TITRE VI - PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 21 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance tenue de provoquer une décision collective des associés, pour décider dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société sera prorogée ou non.

ARTICLE 22 - TRANSFORMATION.

La société peut être transformée en société de toute autre forme par décision collective des associés, dans les limites et conditions par la loi.

La transformation en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La décision est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes sur la situation de la société.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée, à la majorité requise pour la modification des statuts, si la société n'a établi un bilan fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute transformation, effectuée en violation de ces règles, est nulle.

De plus, le gérant doit demander au tribunal la désignation d'un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le rapport établi est tenu à la disposition des associés ; ceux-ci statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société ; tout intéressé peut demander la dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans un délai d'un an. Le tribunal peut accorder à la société un délai de six mois pour régulariser la situation ; si au jour où il statue sur le fond la régularisation a eu lieu, la dissolution ne sera pas prononcée.

La société peut être dissoute par décision des associés, statuant à la majorité exigée pour modifier les statuts.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu, à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la fin du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, et, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés doit être publiée.

Si la réduction est prononcée et qu'elle ait pour effet de ramener le capital au-dessous du montant minimal légal, la société devra procéder à une augmentation de capital dans le délai d'un an ou adopter une autre forme.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où l'assemblée n'a pas pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout associé intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société ; le tribunal pourra accorder à la société un délai maximum de six mois pour régulariser la situation ; si la régularisation a eu lieu avant qu'il ne statue sur le fond, la dissolution ne sera pas prononcée.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit ; sa dénomination sociale doit être suivie de la mention : "société en liquidation" ; cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société, et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et pour constater la clôture de la liquidation.

L'avis de clôture de la liquidation est publié, par les soins du ou des liquidateurs, conformément à la loi.

TITRE VII - CONTESTATIONS - FRAIS ET HONORAIRES - PUBLICATIONS.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS.

Tout différend entre la société et les associés, ou entre les associés eux-mêmes, relatif aux présents statuts, sera soumis à la juridiction compétente.

ARTICLE 25 - FRAIS ET HONORAIRES.

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture constitution de la présente société seront portés au compte "1^{er} premier établissement".

ARTICLE 26 - PUBLICATIONS.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un original présents statuts pour effectuer toutes les formalités prescrites loi.

pour copie certifiée conforme

